

Une équipe du FMI a effectué une mission virtuelle de consultation au Burundi

FMI, 17 mars 2022 Les services du FMI achèvent leur mission de consultation de 2022 au titre de l'article IV de la République du Burundi Washington, DC le 17 mars 2022 : Une équipe du Fonds Monétaire International (FMI) dirigée par Madame Mame Astou Diouf, cheffe de mission pour le Burundi, a effectué une mission virtuelle du 24 février au 16 mars 2022 pour mener des entretiens relatifs aux consultations au titre de l'article IV des statuts du FMI.

Au terme de la mission, Madame Diouf a fait la déclaration suivante : « Les autorités burundaises et les services du FMI ont discuté des développements économiques récents, des perspectives à moyen terme et des politiques macroéconomiques à mettre en œuvre en réponse à la pandémie de COVID-19 et aux effets de la guerre en Ukraine, afin que pour maintenir la stabilité de l'économie burundaise.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

« Le PIB réel a rebondi de 2.4 pour cent en 2021, sous l'effet d'une reprise des activités des secteurs primaire et tertiaire qui ont bénéficié de l'assouplissement des mesures de distanciation et de restrictions de voyage. La production agricole a été soutenue par l'amélioration de la fourniture d'intrants, y compris celle des engrais et des semences de qualité. Le secteur secondaire a connu une croissance plus faible comparée à 2020 causée par le ralentissement des activités minières induites par des renégociations d'agréments d'exploitation. La relance économique amorcée devrait se poursuivre avec une croissance du PIB de 3.6 pour cent en 2022 tirée concomitamment par tous les secteurs, bien que ralentie par les effets de la guerre en Ukraine. « Dans le moyen terme, la croissance devrait s'accroître au fur et à mesure que les effets de la pandémie de COVID-19 s'estompent et que les projets d'investissements et les réformes en cours portent leurs fruits. La croissance économique pourrait être plus forte que projetée compte tenu des initiatives du gouvernement, des réformes pour soutenir la résilience de l'économie et de la possibilité de financement étrangers plus élevés prévus faisant suite à la collaboration plus proche avec la communauté internationale. Cependant, des risques persistent sur le cadre macroéconomique en raison des incertitudes entourant la situation géopolitique en Europe, la fin de la pandémie et les aléas climatiques au Burundi. « L'inflation a augmenté pour se situer à 8,3 pour cent en 2021 (contre 7,5 pour cent en 2020) tirée par le renchérissement des prix des produits alimentaires. Elle devrait s'accroître à 9,2 pour cent en 2022, à cause de la hausse des prix des matières premières comme le pétrole, une conséquence de la crise en Europe. L'inflation importée pourrait cependant être moindre que les prévisions actuelles, compte tenu de la possibilité d'une production agricole meilleure que prévue qui pourrait réduire les prix des produits alimentaires, des mesures de régulation des prix des produits stratégiques et des initiatives de substitution aux importations en cours. « Le déficit budgétaire est projeté à 4.6 pour cent en 2021/22 (contre 7.9 pour cent en 2020/21), une consolidation budgétaire favorisée par l'amélioration du recouvrement des recettes et une hausse des dons, notamment grâce aux dons de vaccins contre la COVID-19, ainsi qu'à une baisse des dépenses courantes. Les investissements publics devraient se raffermir, marquant une reprise après le ralentissement causé par la pandémie. Le déficit budgétaire devrait cependant se creuser en 2022/23 sous l'impulsion d'une augmentation plus poussée des investissements publics, compensant le rebondissement attendu des recettes et des dons. « Le déficit du compte des transactions courantes s'est creusé en 2021 sous le double effet d'une baisse des exportations (de café et produits miniers) et d'une hausse des importations répondant aux besoins de l'économie en biens intermédiaires et de lutte contre la COVID-19. Les appuis financiers extérieurs, y compris le décaissement de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) et l'allocation générale de Droits de Tir Spéciaux (DTS) adoptée en août 2021 par le FMI, ont soutenu les réserves internationales de change du Burundi qui se sont portées à fin décembre 2021 à 2.1 mois d'importations prospectives. Malgré une hausse des exportations d'exportation, le déficit du compte des transactions courantes devrait se creuser davantage en 2022, à cause de la hausse des prix des matières premières, notamment ceux du pétrole. « La Banque de la République du Burundi (BRB) a adopté depuis 2019 des mesures de soutien au secteur bancaire incluant un apport accru de liquidité et des ressources à maturité longue. La croissance du crédit au secteur privé s'est montrée dynamique en 2021, portée par les facilités de refinancement octroyées aux banques par la BRB, la subvention indirecte des coûts du crédit, ainsi que la création de nouvelles banques (dédiées à l'habitat, aux jeunes et aux femmes). Le système bancaire continue à être globalement résilient avec des indicateurs de stabilité financière largement respectés (à l'exception de ceux liés aux réserves de change) et des prêts non performants autour de 4,1 pour cent en septembre 2021. Cependant, le nombre de prêts restructurés reste non négligeable. « Dans le moyen terme, le Burundi continuera à faire face au défi de financer les dépenses prioritaires de protection sociale, celles de relance économique et de développement et celles de lutte contre la COVID-19 d'une part et de soutenir la viabilité de la dette publique et de celle extérieure d'autre part. Les politiques macroéconomiques s'attacheront notamment à assurer : (i) une politique budgétaire prudente, protégeant les dépenses prioritaires et porteuse de croissance économique ; (ii) une politique monétaire et financière garante de la stabilité des prix et du système financier ; (iii) un équilibre prudent des politiques macroéconomiques pour rétablir la viabilité extérieure et porter la couverture des réserves de change à des niveaux plus confortables ; (iv) à atténuer les entraves à la croissance en continuant à améliorer la compétitivité par des réformes structurelles et (v) à renforcer davantage la gouvernance, à l'image des engagements pris par le gouvernement afin d'assurer la bonne gouvernance des dépenses de lutte contre la COVID-19 en présentant des rapports semestriels audités de gestion de ces dépenses, en cherchant à identifier les bénéficiaires ultimes des entreprises privées ayant intervenu dans le cadre de ces dépenses et en publiant

les lois de réajustements budgétaires. « La mission a rencontré S.E. Dr. Domitien Ndiwokubwayo, Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Économique (MFBPE) ; M. Jean Ciza, Gouverneur de la Banque de la République du Burundi (BRB) ; M. Audace Niyonzima, Premier Vice-Gouverneur de la BRB ; Mme Christine Niragira, Secrétaire Permanente du MFBPE. La mission a également rencontré d'autres officiels du gouvernement et de la BRB, ainsi que des représentants des banques commerciales, d'organisations non gouvernementales et des bailleurs de fonds. » La mission saisit cette occasion pour remercier les autorités burundaises pour leur coopération et disponibilité, et pour des échanges riches et ouverts. » Département de la communication du FMI Les communiqués de presse de fin de mission contiennent des déclarations des équipes des services du FMI qui rendent compte de leurs conclusions préliminaires après leur visite dans un pays. Les avis exprimés dans la présente déclaration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nécessairement à ceux du conseil d'administration du FMI. À partir des conclusions préliminaires de cette mission, les services du FMI établiront un rapport qui, sous réserve de l'approbation de la direction, sera présenté au conseil d'administration pour examen et décision. L'économie burundaise a enregistré une croissance économique en 2021, qui devrait se solidifier en 2022, nonobstant les effets de la guerre en Ukraine. Dans le moyen terme, le Burundi continuera à faire face au défi de financer les dépenses prioritaires de protection sociale, de développement et de lutte contre la COVID-19, tout en veillant à la viabilité extérieure et celle de la dette. Le déficit courant est creusé en 2021 et devrait s'accroître davantage en 2022, à cause de la hausse des prix du pétrole. Les projections prévoient une baisse sensible du déficit fiscal durant l'année budgétaire 2021/22. Les dépenses publiques vont continuer leur bonne performance, soutenues par les mesures fiscales adoptées dans les lois de finances précédentes, alors que les dépenses vont être contenues.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});